

Le dialogue est rompu

AXE OUEST Plusieurs organisations économiques ont décidé de se retirer du groupe de réflexion Espace Biel/Bienne. Nidau mis sur pied pour penser l'avenir du contournement autoroutier de la région.

PAR JULIE GAUDIO

Lors de la dernière conférence de presse, fin août, de la délégation des autorités de l'organisation faitière de projet Espace Biel/Bienne. Nidau (EBBN), l'absence de certains faisait plus de bruit que la présence d'autres. Mercredi, les mauvais pressentiments ont été confirmés: plusieurs organisations ont annoncé, dans un communiqué commun, se retirer du groupe de réflexion. Celui-ci est issu du processus de dialogue achevé en 2019 et il réunit, en temps normal, les partisans et les opposants du contournement autoroutier de l'A5, afin de réfléchir ensemble à des solutions adéquates pour régler la lacune du réseau routier national.



“Les membres d’Axe Ouest – pas comme ça! combattent une autoroute qui n’existe plus.”

URS SCHEUSS
MEMBRE DU GROUPE DE RÉFLEXION

Mais voilà, la Chambre économique Bienne-Seeland, l'Union du commerce et de l'industrie (UCI) du canton de Berne, section Bienne-Seeland/Jura bernois, les PME biennoises, le Comité Pro branche Ouest A5 et la section Bienne-Seeland du TCS ont décidé de suspendre leur participation. Ils reprochent un

dialogue impossible avec «des représentants individuels» dudit groupe de réflexion. Si certaines personnes sont visées dans le communiqué, elles ne sont toutefois pas nommées. En interrogeant d'autres membres du groupe de réflexion, on comprend rapidement que les accusations s'adressent à l'association Axe Ouest – pas comme ça! La virulence employée par certains adhérents du comité envers le maire de Bienne, Erich Fehr, et la mairesse de Nidau, Sandra Hess, a même déjà été dénoncée par d'autres en décembre 2021.

Pas tous d'accord

Urs Scheuss, membre de la direction de l'Association Transports et Environnement (ATE) du canton de Berne, initialement opposé au contournement autoroutier, avait alors annoncé se distancier d'Axe Ouest – pas comme ça! Aujourd'hui, il assure comprendre la volonté des associations économiques et le TCS de se retirer du groupe de réflexion. «Le nouveau comité d'Axe Ouest – pas comme ça! domine toutes les discussions, et s'attaque sans cesse aux autorités et au personnel administratif sur des aspects formels, sans avancer sur les questions de fond», raille-t-il. Pour Urs Scheuss, l'agressivité du comité s'explique par le fait que ce dernier «n'a plus de raison d'être», étant donné que le projet initial de contournement autoroutier a été abandonné par la Confédération.



Cécile Wendling fait partie des personnes ayant décidé de quitter le groupe de réflexion. PETER SAMUEL JAGGI

«Les membres d'Axe Ouest – pas comme ça! combattent une autoroute qui n'existe plus», souligne-t-il. Cécile Wendling abonde en son sens, et ajoute: «Parler d'opposants et de partisans de l'axe Ouest aujourd'hui n'a plus aucun sens.» Hansjörg Ryser, le coordinateur du groupe de réflexion d'EBBN, apporte son point de vue d'observateur politique neutre. Selon lui, les divergences se concentrent sur le rôle du groupe de réflexion,

qui diffère de celui du groupe de dialogue. Ce dernier «avait pour devoir de trouver des solutions pour améliorer le trafic dans la région», explique-t-il. «A présent, les autorités doivent mettre en œuvre les recommandations issues de ce processus participatif. Le groupe de réflexion est là pour accompagner les autorités, pas pour décider à leur place.» Ces différences «fondamentales» ne sont toutefois pas acceptées par tous.

Catherine Duttweiler, membre du comité Axe Ouest – pas comme ça! réfute en bloc ces accusations. Elle assure en outre regretter le retrait des associations économiques et du TCS, tout en ajoutant: «Leur départ ne m'étonne guère, car leurs adhérents étaient très souvent absents des réunions et ne participaient que de manière marginale.» La virulence de certaines soirées ne la choque pas du tout, puisqu'il est, selon elle, tout à

fait normal dans les discussions politiques de ne pas toujours être du même avis. «Malheureusement, certaines associations et autorités considèrent la critique constructive comme une ingérence dans leurs affaires», défend Catherine Duttweiler.

Avenir incertain

N'en déplaise à Catherine Duttweiler, Urs Scheuss a décidé d'emboîter le pas aux associations économiques, en se retirant lui aussi du groupe de réflexion, lassé de ces bisbilles. «Participer n'a plus aucun sens si la moitié des participants se retirent», estime-t-il. Dès lors, l'existence du groupe de réflexion est mise en cause. «Nous ne pouvons pas continuer le travail de cette manière», admet Hansjörg Ryser. Il ne sait toutefois pas encore concrètement comment celui-ci va évoluer à l'avenir, car il confie avoir été pris au dépourvu. «Nous allons dialoguer avec les différentes organisations et les autorités afin de pouvoir continuer différemment.»

Les démissionnaires acceptent-ils de rejoindre le groupe si un nouveau compromis est trouvé entre tous? Les associations économiques et le TCS ne l'excluent pas. En revanche, Urs Scheuss se montre beaucoup plus sceptique: «Le problème ne vient pas des autorités, mais des membres du comité Axe Ouest – pas comme ça! Soit ils changent leur comportement, soit ils changent leurs représentants.»

Le bilan d'étape est positif, mais quelques actualisations s'imposent

LOI SUR LA POLICE Entré en vigueur le 1er janvier 2021, le texte a fait ses preuves, mais quelques actualisations s'imposent, indique le Conseil exécutif.

La loi sur la police entièrement révisée en vigueur depuis 2020 a fait ses preuves. La rationalisation de la collaboration entre la Police cantonale et les communes a apporté des simplifications administratives. Mais quelques actualisations s'imposent, en particulier dans le domaine en constante évolution des mesures policières. C'est pourquoi le Conseil exécutif propose une révision partielle. Le projet part en consultation jusqu'au 6 janvier 2023, a indiqué le Conseil exécutif dans un communiqué publié mercredi.



Le projet crée une base légale pour l'emploi de dispositifs techniques de localisation dans le cadre des activités d'observation policière. KEYSTONE

Bases légales modernes

La collaboration entre cette dernière et les communes a été rationalisée grâce à une amélioration du système des contrats et à une simplification du

décompte des prestations. C'est dans le domaine des mesures de police que la loi sur la police a surtout besoin d'être re-

vue. Il s'agit en effet d'un domaine en perpétuelle transformation du fait des progrès techniques et de l'évolution de

la criminalité. Le projet simplifie la collaboration entre les préfectures et la Police cantonale en vue de l'entrée dans des locaux et de leur perquisition afin que cette dernière puisse intervenir plus rapidement.

Il crée une base légale pour effectuer des préenregistrements au moyen de caméras-piéton afin de sécuriser des preuves. La révision met en œuvre un mandat du Grand Conseil concernant la vidéosurveillance. Enfin, elle améliore la protection de la jeunesse: une nouvelle disposition réprime la remise de produits du tabac et de boissons alcoolisées aux personnes mineures, qu'elle ait lieu à titre professionnel ou à titre privé. C-MPR

PUBLICITÉ

Mit begehbaren Modellen, Informationsständen und Vorträgen.
Avec maquettes, stands d'informations et conférences.

Bieler Tumortage

Journées de la tumeur Bienne

Freitag, 30. September 2022, 16.00 – 20.00 Uhr und
Samstag, 1. Oktober 2022, 10.00 – 16.00 Uhr
Vendredi, 30 septembre 2022 de 16 à 20 h et
Samedi, 1^{er} octobre 2022 de 10 à 16 h
Spitalzentrum Biel (Vor Ort ausgeschildert)
Centre hospitalier Bienne (Signalisation sur place)

krebsliga bern
ligue bernoise contre le cancer

Spitalzentrum
Centre hospitalier
Biel-Bienne